

Brochure n° 3100

Convention collective nationale

IDCC : 43. – **ENTREPRISES DE COMMISSION,
DE COURTAGE ET DE COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE
ET D'IMPORTATION-EXPORTATION
DE FRANCE MÉTROPOLITAINE
(CCNIE)**

**ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2006
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 4
DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

NOR : ASET0750138M

IDCC : 43

Article 1^{er}

*Modification de l'article 4 de la convention collective
de l'import-export n° 3100*

Les alinéas 9 et suivants de l'article 4 de la convention collective nationale des entreprises de commission, de courtage et de commerce intracommunautaire et d'importation-exportation de France métropolitaine (n° 3100) sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Le temps passé sera considéré comme temps de travail effectif et ne pourra entraîner de réduction de la rémunération ; le remboursement des frais de voyage et de déplacement des salariés se fera sur les bases suivantes :

Frais de déplacement :

- repas : 7 fois le minimum garanti (MG) ;
- transport : tous types de transport base SNCF 2^e classe ou RATP (lorsque le trajet excède 500 kilomètres, billet d'avion en classe économique) ;
- les frais de parking sur justificatifs.

Dans des cas exceptionnels (réunion tôt le matin ou tard le soir) l'hôtel (2 étoiles) sera pris en charge.

Nombre de délégués dont les frais sont pris en charge : 2 par centrale syndicale représentative au plan national dont 1 ne peut venir d'une région éloignée de plus de 250 kilomètres.

Toutefois, les frais de repas seront remboursés pour les 2 représentants d'où qu'ils viennent.

Il se tiendra 5 réunions de 1 journée dans l'année. Des réunions supplémentaires pourront se tenir de façon exceptionnelle en cas de besoins spécifiques.

Les fédérations patronales signataires de la convention collective de l'import-export n° 3100 assureront le remboursement des frais de participation des représentants salariés aux réunions paritaires de branche.

Le secrétariat de la confédération française du commerce de gros et du commerce international (CGI) fera l'avance et assurera le remboursement de ces frais, qu'elle répercutera ensuite, à part égale, entre les fédérations patronales signataires de la convention collective nationale de l'import-export n° 3100. »

Article 2

Dépôt. – Entrée en vigueur. – Extension

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Le présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt et de son extension, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat des négociants et commissionnaires à l'international (SNCI) ;

Union professionnelle des opérateurs spécialisés du commerce international (OSCI) ;

Syndicat des exportateurs-importateurs de textiles (SEIT) ;

Fédération des entreprises industrielles et commerciales internationales de la mécanique et de l'électronique (FICIME) ;

Fédération nationale de commerce des négociants spécialisés en produits alimentaires (FIPA) ;

Union française du commerce chimique, 1^{re} section (UFCC) ;

Fédération française des syndicats de courtiers en marchandises (FFSCM).

Syndicats de salariés :

Fédération nationale commerce, service et force de vente CFTC ;

Fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services (FNECS) CGC ;

Fédération des employés et cadres (FEC) CGT-Force ouvrière.